

## Georgios Kaminis » : « L'Europe doit revoir ces politiques d'austérité »

**Quelles sont les valeurs communes de l'Union européenne ?** Quelle intégration dans un monde en pleine globalisation ? Ces thèmes sont au menu de « *Call For Europe : democracy first* », la soirée débat qui réunira ce mercredi à Bruxelles des hommes politiques et des philosophes. Le maire d'Athènes Georgios Kaminis est l'un d'eux.

**G**eorgios Kaminis, maire d'Athènes, porte un regard dur sur les politiques d'austérité européennes.

**Vous êtes en colère aujourd'hui, comme grec, contre l'Europe ?**

*Je suis un Européen convaincu. Je ne crois pas que le problème grec soit l'Europe au départ, mais c'est la politique que nous avons appliquée pendant ces années où nous vivions au-dessus de nos moyens. Il est vrai qu'à partir d'un certain moment après que la crise a éclaté, la politique imposée par la Troïka n'avait pas de sens. Je crains que ce soit toujours le cas aujourd'hui : on a choisi un chemin pour susciter la croissance dans mon pays, mais il mène à une impasse. On ne peut continuer en imposant toujours plus d'impôts. Athènes en particulier a beaucoup souffert. J'ai été élu pour la première fois en 2010 et j'ai commencé mon mandat en 2011, j'ai presque tout vu de cette crise qui nous a frappés de façon in-*

*édite, ce fut une expérience terrible. Durant mon premier mandat, on a surtout assaini les finances de la ville et durant le deuxième, on a travaillé pour secourir les gens qui avaient perdu leur travail. Nous soutenons aujourd'hui des milliers de personnes de façon très concrète, en distribuant des vêtements, des médicaments, etc.*

**Vous vous sentez abandonnés par l'Europe dans votre combat ?**

*Je ne crois pas que nous sommes*

*seuls. Partout j'ai trouvé des Européens - Allemands, Belges, etc. - qui essayent de trouver des moyens de nous montrer leur solidarité. Au Comité des régions aussi, je vois des gens qui essayent de nous aider. Nous participons à beaucoup de réseaux de villes : je crois beaucoup aux villes, l'avenir leur appartient.*

**Ce mardi, « Le Soir » publiait une étude qui montre que les Belges sont devenus aussi eurosceptiques que les Grecs. Surpris ?**

*Je ne peux pas comprendre que les Belges ne croient pas à l'Europe. Ils se trouvent au cœur de celle-ci et Bruxelles est une ville formidable, multiculturelle que j'aime beaucoup. J'admire votre pays qui a réussi à réaliser des progrès sans gouvernement fédéral durant une période. C'est un miracle. Je ne peux pas imaginer que la Grèce puisse fonctionner un seul jour sans gouvernement central.*

**Vous pensez possible de redonner vigueur à ce projet européen ?**

*Mais il se relance via Emmanuel Macron notamment ! L'arrivée de ce président français est une bonne nouvelle, car il permet aussi la reconstruction d'un axe franco-allemand qui est très important. Nous avons besoin de ces deux grandes présences européennes. Dommage que le Royaume-Uni quitte l'Union, j'espère qu'on arrivera à un Brexit souple. Mais je pense qu'aujourd'hui,*

*d'hui, on fait à nouveau des pas : depuis un an, le populisme perd du terrain. C'est important, car nous sommes entourés de grandes puissances. Je vois notamment en Grèce la présence et le dynamisme très puissants des investisseurs chinois. Comment l'Europe va-t-elle survivre dans cet antagonisme mondial, entre la Chine et les Etats-Unis, si elle ne va pas mieux ? Il n'y a pas d'autre issue qu'une Europe plus unie : nous avons tous besoin d'une Europe forte.*

**Les pays de l'Est, Pologne, Hongrie, Slovaquie etc.., sont-ils devenus les ennemis intérieurs du projet européen ?**

*La crise des réfugiés nous a montré deux erreurs fondamentales que nous avons commises : 1) Nous avons cru aveuglément au printemps arabe, or nous avons constaté aujourd'hui que ces révolutions peuvent avoir des résultats négatifs, dont le développement de l'islamisme. 2) Les pays de l'Est n'ont pas le choix : nous avons besoin d'une Europe ouverte et solidaire et nous devons prendre conscience du phénomène des réfugiés : il n'est pas passager mais va devenir massif, surtout pour des raisons climatiques. Nous devons*

*nous adapter à cette réalité en développant une société ouverte, tolérante mais qui défend évidemment les idées européennes.*

**Un message pour « Bruxelles »**

**où vous débâtez ce soir ?**

*Il faut repenser cette politique d'austérité. J'espère qu'avec la relance du projet européen, cela ira mieux. Pour les peuples qui vivent, comme les Grecs, leur 8<sup>e</sup> année d'austérité*

*sans résultat visible, mais aussi pour lutter contre le populisme qui s'est manifesté suite à ces politiques. ■*

**Propos recueillis par  
BÉATRICE DELVAUX**

## EN PRATIQUE

### « Call to Europe : democracy First »

La Fondation européenne d'études progressistes réunit ce soir à la bibliothèque Solvay à Bruxelles de 18 h 15 à 19 h 15 des philosophes et des politiques : Karl Heinz Lambertz, premier vice-président du comité des Régions, Nicolas Schmi, ministre de l'Emploi et de l'Immigration au Luxembourg, Georgios Kaminis, maire d'Athènes, Slawomir Sierakowski, philosophe et directeur de Krytyka Polityczna, Philippe Van Parijs, philosophe (UCL) et Susan George, présidente du Transnational Institute.

### Georgios Kaminis

Georgios Kaminis (62 ans) a étudié le droit à Athènes, et obtenu un doctorat en droit à l'Université de Paris I. Il a démarré une carrière académique en Grèce, et devient l'assistant de l'Ombudsman grec, en charge des droits de l'homme, de 1998 à 2003. Il est ensuite élu à l'unanimité Ombudsman à son tour. En 2010, il devient le maire d'Athènes sur le ticket municipal « Right to Athens ». Il est aujourd'hui dans son second mandat.